



June 28, 2018

Independent Auditor's Report

To the Chief Agent for the of The Liberal Party of Canada Report on the Registered Party Financial Transactions Return

We have audited the accompanying Registered Party Financial Transactions Annual Return ("the Return") of The Liberal Party of Canada, which comprises Part 4 – Federal Liberal Agency of Canada Financial Statements, December 31, 2017; Part 2a - Statement of Contributions Received; Part 2b - Statement of Directed Contributions Received; Part 2c - Statement of New Loans During the Fiscal Period; Part 2d - Statement of Contributions Returned to Contributors or Remitted to the Chief Electoral Officer; Part 2e - Statement of Transfers Received; Part 2f - Summary of Contributions, Loans and Transfers; Part 3a - Statement of Election Expenses Subject to the Limit for a By-Election; Part 3b - Statement of Transfers Sent; Part 3c - Statement of Unpaid Claims and Loans; Part 3d - Previously Reported Unpaid Claims and Loans That Have Been Paid in Full Since Last Fiscal Period; Part 3e - Statement of Unpaid Claims and Loans 18 and 36 Months Past due; Part 3f - Statement of Candidate Loans Assumed by the Registered Party; all for the year ended December 31, 2017.

This Return has been prepared by the Chief Agent of the Liberal Party of Canada based on the financial reporting provisions of Section 432 of the *Canada Elections Act* and in the prescribed form issued by Elections Canada.

The Chief Agent's responsibility for the Return

The Chief Agent is responsible for the preparation of the Return in accordance with the financial reporting provisions of Section 432 of the *Canada Elections Act* and in the prescribed form issued by Elections Canada and for such internal control as the Chief Agent determines is necessary to enable the preparation of a Return that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on the Return based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the Return is free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the Return. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the Return, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the Return in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Chief Agent, as well as evaluating the overall presentation of the Return.

PricewaterhouseCoopers LLP
99 Bank Street, Suite 710, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1E4
T: +1 613 237 3702, F: +1 613 237 3963



We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the Return of the Liberal Party of Canada for the year ended December 31, 2017 is prepared, in all material respects, in accordance with the financial reporting provisions of Section 432 of the *Canada Elections Act* and in the prescribed form issued by Elections Canada.

Basis of accounting and restriction on use

We draw your attention to the note to the Return which describes the basis of accounting. The Return is prepared to assist the Chief Agent of the Liberal Party of Canada to meet the requirements of the *Canada Elections Act*. As a result, the Return may not be suitable for another purpose. Our report is intended solely for the Chief Agent of the Liberal Party of Canada and the Chief Electoral Officer, and should not be used by parties other than the Chief Agent and the Chief Electoral Officer.

Report on other legal and regulatory requirements

As required by Subsection 435 (1) of the *Canada Elections Act*, in our opinion, the Return presents the information contained in the financial records on which it is based.

PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants



Le 28 juin 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'agent principal du Parti libéral du Canada Rapport financier d'un parti enregistré

Nous avons effectué l'audit du rapport financier annuel d'un parti enregistré (le « rapport financier ») ci-joint du Parti libéral du Canada, qui comprend : Partie 4 – États financiers de l'Agence libérale fédérale du Canada, 31 décembre 2017; Partie 2a – État des contributions reçues; Partie 2b – État des contributions dirigées reçues; Partie 2c – État des nouveaux prêts pendant l'exercice; Partie 2d – État des contributions retournées aux donateurs ou remises au directeur général des élections; Partie 2e – État des cessions reçues; Partie 2f – Sommaire des contributions, des prêts et des cessions; Partie 3a – État des dépenses électorales assujetties à un plafond pour une élection partielle; Partie 3b – État des cessions envoyées; Partie 3c – État des créances impayées et des prêts impayés; Partie 3d – Crées et prêts déclarés antérieurement et payés en entier au cours de l'exercice; Partie 3e – État des créances impayées et des prêts impayés 18 et 36 mois après l'échéance; Partie 3f – État des prêts consentis à des candidats et pris en charge par le parti enregistré; le tout pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Ce rapport financier a été préparé par l'agent principal du Parti libéral du Canada selon les dispositions en matière d'information financière de l'article 432 de la *Loi électorale du Canada* et le formulaire prescrit par Élections Canada.

Responsabilité de l'agent principal pour le rapport financier

L'agent principal est responsable de la préparation du rapport financier conformément aux dispositions en matière d'information financière de l'article 432 de la *Loi électorale du Canada* et au formulaire prescrit par Élections Canada, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un rapport financier exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le rapport financier, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le rapport financier ne comporte pas d'anomalies significatives.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
99 Bank Street, Suite 800, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1E4
T: +1 613 237 3702, F: +1 613 237 3963



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le rapport financier. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le rapport financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle du rapport financier afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'agent principal, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du rapport financier.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a été préparé, dans tous les aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière de l'article 432 de la *Loi électorale du Canada* et au formulaire prescrit par Élections Canada.

Référentiel comptable et restriction quant à l'utilisation

Nous attirons l'attention du lecteur sur la note annexe du rapport financier, qui décrit le référentiel comptable. Le rapport financier a été préparé pour permettre à l'agent principal du Parti libéral du Canada de se conformer aux exigences de la *Loi électorale du Canada*. En conséquence, il est possible que le rapport financier ne puisse se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'agent principal du Parti libéral du Canada et au Directeur général des élections, et ne doit pas être utilisé par d'autres parties que l'agent principal du Parti libéral du Canada et le Directeur général des élections.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, le rapport financier présente les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé, comme l'exige le paragraphe 435 (1) de la *Loi électorale du Canada*.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

L'Agence libérale fédérale du Canada

États financiers
31 décembre 2017



Le 28 juin 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de L'Agence libérale fédérale du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de L'Agence libérale fédérale du Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et les états des résultats et de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
99 Bank Street, Suite 800, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1E4
Tél. : +1 613 237 3702, Téléc. : +1 613 237 3963, www.pwc.com/ca/fr

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de L'Agence libérale fédérale du Canada au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

L'Agence libérale fédérale du Canada

État de la situation financière

Au 31 décembre 2017

	2017 \$	2016 \$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 2)	1 558 780	3 556 046
Comptes débiteurs	1 870 574	2 018 796
Charges payées d'avance	<u>290 761</u>	<u>335 507</u>
	3 720 115	5 910 349
Immobilisations corporelles (note 3)	<u>1 101 088</u>	<u>1 372 231</u>
	<u>4 821 203</u>	<u>7 282 580</u>
Passif		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	1 919 481	3 812 725
Incitatif à la location reporté	<u>141 856</u>	<u>141 856</u>
	2 061 337	3 954 581
Incitatif à la location reporté	<u>1 099 032</u>	<u>1 240 848</u>
	3 160 369	5 195 429
Actif net	<u>1 660 834</u>	<u>2 087 151</u>
Engagements et transactions avec des parties liées (note 4)	<u>4 821 203</u>	<u>7 282 580</u>

Approuvé par le conseil d'administration,

_____, administrateur _____, administrateur

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

L'Agence libérale fédérale du Canada

État des résultats et de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

	2017 \$	2016 \$
Produits		
Apports		
Congrès et assemblées générales annuelles	14 078 475	16 592 558
Remboursements électoraux et remises gouvernementales	98 311	1 325 973
Droits d'adhésion	391 381	
Autres produits	-	644 289
	<u>205 003</u>	<u>104 462</u>
	<u>14 773 170</u>	<u>18 667 282</u>
Charges		
Publicité – autre	601 449	818 256
Publicité télévisée	67 670	-
Amortissement des immobilisations corporelles	202 821	256 056
Créances douteuses recouvrées	(23 888)	(4 922)
Frais et intérêts bancaires	317 672	1 064 560
Collectes de fonds	2 702 363	3 116 247
Frais de bureau	2 445 719	4 237 009
Autres	-	21 075
Sondages	142 418	67 634
Services de professionnels	2 309 344	1 270 406
Salaires et avantages sociaux	5 663 537	6 638 158
Frais de déplacement et de réception	302 905	1 024 105
Virements	<u>467 477</u>	<u>76 792</u>
	<u>15 199 487</u>	<u>18 585 376</u>
Produits (charges) pour l'exercice, montant net		
	(426 317)	81 906
Actif net à l'ouverture de l'exercice	<u>2 087 151</u>	<u>2 005 245</u>
Actif net à la clôture de l'exercice	1 660 834	2 087 151

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

L'Agence libérale fédérale du Canada

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

	2017 \$	2016 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités opérationnelles		
Produits (charges) pour l'exercice, montant net	(426 317)	81 906
Éléments hors trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	271 545	324 780
Incitatif à la location	-	469 889
Amortissement de l'incitatif à la location	(141 816)	(86 996)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	148 222	27 671 977
Charges payées d'avance	44 746	199 073
Comptes créditeurs et charges à payer	(1 893 244)	(1 597 243)
Produits reportés	-	(386 541)
	<hr/> (1 996 864)	<hr/> 26 676 845
Activités d'investissement		
Cession de placements	-	-
Achat d'immobilisations corporelles	<hr/> (402)	<hr/> (49 662)
	<hr/> (402)	<hr/> (49 662)
Activités de financement		
Remboursement des prêts bancaires à vue	<hr/> -	<hr/> (29 500 000)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour l'exercice	<hr/> (1 997 266)	<hr/> (2 872 817)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	<hr/> 3 556 046	<hr/> 6 428 863
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	<hr/> 1 558 780	<hr/> 3 556 046

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

L'Agence libérale fédérale du Canada

Notes annexes

31 décembre 2017

1 Résumé des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Le Parti libéral du Canada (le « Parti ») est un parti enregistré au sens de l'article 2(1) de la *Loi électorale du Canada*. En date du 1^{er} janvier 2017, l'adoption de la nouvelle constitution du Parti dans le cadre du congrès biennal tenu à Winnipeg en 2016 a instauré une structure non fédérée et les associations provinciales et territoriales énumérées ci-dessous ont cessé d'exister ou mis fin à leur relation au sein de la fédération.

L'Agence libérale fédérale du Canada (« L'Agence »), agent principal du Parti, a pris en charge l'ensemble des questions contractuelles et commerciales au nom de ce qui constitue désormais des conseils provinciaux et territoriaux.

Les chiffres comparatifs cumulent la situation financière et les résultats des activités fédérales des organismes suivants :

- L'Agence libérale fédérale du Canada;
- Parti libéral du Canada (Terre-Neuve-et-Labrador);
- Parti libéral de la Nouvelle-Écosse;
- Association libérale du Nouveau-Brunswick;
- Parti libéral du Canada (Québec);
- Parti libéral du Canada (Ontario);
- Parti libéral du Canada au Manitoba;
- Parti libéral du Canada (Saskatchewan);
- Parti libéral du Canada en Alberta;
- Parti libéral du Canada en Colombie-Britannique;
- Tous les clubs et toutes les commissions connexes.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges pour chaque période de présentation de l'information financière. Les montants réels peuvent différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des fonds en caisse, déduction faite des découvertes bancaires. Les découvertes bancaires sont remboursables à vue.

Constatation des produits

Le Parti utilise la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports affectés sont reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits au moment où ils sont reçus.

L'Agence libérale fédérale du Canada

Notes annexes

31 décembre 2017

Les apports reçus sous forme de fournitures et de services, à l'exception du travail bénévole, sont constatés à la juste valeur. Sauf lorsque la *Loi électorale du Canada* l'exige, la valeur du travail bénévole n'est pas constatée dans les états financiers.

Les frais de participation aux congrès et aux assemblées générales annuelles sont comptabilisés au cours de l'exercice durant lequel le congrès a lieu.

Les remboursements électoraux sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les élections ont lieu si le montant à recevoir peut être estimé de manière raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré. L'Agence a comptabilisé les produits tirés des remboursements électoraux selon l'interprétation que fait la direction de la législation applicable de la *Loi électorale du Canada*. Les montants réclamés doivent être vérifiés et acceptés par Élections Canada avant qu'ils puissent être recouvrés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement inscrites au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

Bâtiments	20 ans
Matériel d'imprimerie	5 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Matériel informatique et logiciel	3 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

2 Prêts bancaires à vue

Des prêts bancaires à vue ayant fait l'objet de prélèvements en 2016 étaient détenus auprès de diverses banques canadiennes au taux préférentiel des banques de 2,70 %. Les prêts étaient garantis par une sûreté générale et par une convention inter-prêteurs.

Le Parti a des lignes de crédit allant jusqu'à 6 000 000 \$ et portant intérêt à un taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de 3,20 % au 31 décembre 2017 (2,70 % en 2016). Au 31 décembre 2017, le Parti avait prélevé 450 000 \$ (néant en 2016) sur ces facilités. Le montant a été remboursé après la clôture de l'exercice.

Les lignes de crédit sont garanties par une sûreté générale grevant les actifs d'une valeur comptable de 1 660 834 \$ (2 087 151 \$ en 2016) du Parti.

L'Agence libérale fédérale du Canada

Notes annexes

31 décembre 2017

3 Immobilisations corporelles

		2017		2016
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$	Montant net \$
Bâtiments	198 240	103 117	95 123	99 549
Matériel d'imprimerie	339 665	339 341	324	2 593
Mobilier et agencements	1 007 964	789 174	218 790	332 332
Matériel informatique et logiciel	926 672	893 878	32 794	94 143
Améliorations locatives	992 545	238 488	754 057	843 614
	3 465 086	2 363 998	1 101 088	1 372 231

Le coût et l'amortissement cumulé se sont établis respectivement à 3 464 098 \$ et 2 091 867 \$ au 31 décembre 2016.

4 Engagements et transactions avec des parties liées

Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu des contrats de location et d'autres engagements importants s'établissent comme suit :

	\$
2018	2 170 269
2019 à 2022	5 321 059
Par la suite	2 349 438

Le Parti a retenu les services d'une entreprise privée liée à un dirigeant siégeant au Conseil national d'administration du Parti libéral du Canada. Les services achetés sont inscrits dans les services de professionnels à l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net et sont inclus dans le tableau des engagements ci-dessus.

Toutes les transactions ont été conclues dans le cours normal des affaires et elles ont été comptabilisées à leur valeur d'échange. La valeur d'échange est le montant convenu par les deux parties.

5 Remises gouvernementales

Les remises gouvernementales comprises dans les comptes créditeurs et les charges à payer s'élèvent à 1 340 \$ (néant en 2016).

L'Agence libérale fédérale du Canada

Notes annexes

31 décembre 2017

6 Instruments financiers

Les instruments financiers de L'Agence sont constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs et charges à payer. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur nature à court terme.

Les comptes débiteurs sont exigibles à hauteur de 37 % (53 % en 2016) auprès d'Élections Canada.

The Federal Liberal Agency of Canada

Financial Statements
December 31, 2017



June 28, 2018

Independent Auditor's Report

To the Directors of The Federal Liberal Agency of Canada

We have audited the accompanying financial statements of the The Federal Liberal Agency of Canada, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2017 and the statements of operations and changes in net assets and cash flows for the year then ended, and the related notes, which comprise a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's responsibility for the financial statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

PricewaterhouseCoopers LLP
99 Bank Street, Suite 710, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1E4
T: +1 613 237 3702, F: +1 613 237 3963



Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the The Federal Liberal Agency of Canada as at December 31, 2017 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

The Federal Liberal Agency of Canada

Statement of Financial Position

As at December 31, 2017

	2017 \$	2016 \$
Assets		
Current assets		
Cash and cash equivalents (note 2)	1,558,780	3,556,046
Accounts receivable	1,870,574	2,018,796
Prepaid expenses	290,761	335,507
	<hr/>	<hr/>
	3,720,115	5,910,349
Property and equipment (note 3)	<hr/>	<hr/>
	1,101,088	1,372,231
	<hr/>	<hr/>
	4,821,203	7,282,580
Liabilities		
Current liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities (note 5)	1,919,481	3,812,725
Deferred lease inducement	141,856	141,856
	<hr/>	<hr/>
	2,061,337	3,954,581
Deferred lease inducement	<hr/>	<hr/>
	1,099,032	1,240,848
	<hr/>	<hr/>
	3,160,369	5,195,429
Net assets	<hr/>	<hr/>
	1,660,834	2,087,151
	<hr/>	<hr/>
Commitments and related party transactions (note 4)	4,821,203	7,282,580
	<hr/>	<hr/>

Approved by the Board of Directors

____ Director

____ Director

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

The Federal Liberal Agency of Canada

Statement of Operations and Changes in Net Assets

For the year ended December 31, 2017

	2017 \$	2016 \$
Revenue		
Contributions	14,078,475	16,592,558
Conventions and annual general meetings	98,311	1,325,973
Election and government rebates	391,381	-
Membership fees	-	644,289
Other revenue	205,003	104,462
	<hr/> 14,773,170	<hr/> 18,667,282
Expenses		
Advertising - other	601,449	818,256
Advertising - TV	67,670	-
Amortization of property and equipment	202,821	256,056
Bad debts recovery	(23,888)	(4,922)
Bank charges and interest	317,672	1,064,560
Fundraising activities	2,702,363	3,116,247
Office	2,445,719	4,237,009
Other	-	21,075
Polling	142,418	67,634
Professional services	2,309,344	1,270,406
Salaries and benefits	5,663,537	6,638,158
Travel and hospitality	302,905	1,024,105
Transfers	467,477	76,792
	<hr/> 15,199,487	<hr/> 18,585,376
Net revenue (expense) for the year	(426,317)	81,906
Net assets - Beginning of year	2,087,151	2,005,245
Net assets - End of year	1,660,834	2,087,151

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

The Federal Liberal Agency of Canada

Statement of Cash Flows

For the year ended December 31, 2017

	2017 \$	2016 \$
Cash provided by (used in)		
Operating activities		
Net revenue (expense) for the year	(426,317)	81,906
Items not affecting cash		
Amortization of property and equipment	271,545	324,780
Lease inducement	-	469,889
Amortization of lease inducement	(141,816)	(86,996)
Net change in non-cash working capital items		
Accounts receivable	148,222	27,671,977
Prepaid expense	44,746	199,073
Accounts payable and accrued liabilities	(1,893,244)	(1,597,243)
Deferred revenue	-	(386,541)
	<u>(1,996,864)</u>	<u>26,676,845</u>
Investing activities		
Disposal of investments	-	-
Purchase of property and equipment	(402)	(49,662)
	<u>(402)</u>	<u>(49,662)</u>
Financing activities		
Repayment of demand bank loans	-	(29,500,000)
Net change in cash and cash equivalents for the year	(1,997,266)	(2,872,817)
Cash and cash equivalents - Beginning of year	3,556,046	6,428,863
Cash and cash equivalents - End of year	1,558,780	3,556,046

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to the Financial Statements

December 31, 2017

1 Summary of significant accounting policies

Basis of presentation

The Liberal Party of Canada (“the Party”) is a Registered Party as defined in section 2(1) of the *Canada Elections Act*. Effective January 1, 2017, the adoption of the Party’s new constitution from the 2016 Winnipeg Biennial Convention has created a non-federated structure and the provincial territorial associations listed below have ceased to exist or ceased their relationship in the federation. The Federal Liberal Agency of Canada (“the Agency”) is the Party’s chief agent and has assumed all contractual and business matters on behalf of what are now provincial/territorial boards.

The comparative figures combine the financial position and results of the federal operations of:

- The Federal Liberal Agency of Canada
- Liberal Party of Canada (Newfoundland and Labrador)
- Nova Scotia Liberal Party
- New Brunswick Liberal Association
- Liberal Party of Canada (Quebec)
- Liberal Party of Canada (Ontario)
- Liberal Party of Canada in Manitoba
- Liberal Party of Canada (Saskatchewan)
- Liberal Party of Canada in Alberta
- Liberal Party of Canada in British Columbia
- All related clubs and commissions

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting periods. Actual results could differ from those estimates.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash on hand net of bank overdraft. The bank overdraft is repayable on demand.

Revenue recognition

The Party follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted contributions are deferred and recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted contributions are recognized as revenue when received.

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to the Financial Statements

December 31, 2017

Contributed materials and services, except volunteer labour, are recorded at fair value. Except where required by the *Canada Elections Act*, the value of volunteer labour is not recorded in the financial statements.

Participant fees for conventions and annual general meetings are recognized in the year the convention is held.

Election rebates are recognized in the year of the election expenditure, when the amount can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. The Agency has recognized revenue for election rebates based on management's interpretation of the applicable legislation in the *Canada Elections Act*. These amounts are subject to review and acceptance by Elections Canada prior to collection.

Property and equipment

Property and equipment are initially recorded at cost and are amortized, over their estimated service lives, on a straight-line basis as follows:

Building	20 years
Print shop equipment	5 years
Furniture and fixtures	5 years
Computer equipment and software	3 years
Leasehold improvements	remainder of lease

2 Demand bank loans

Demand bank loans drawn down in 2016 were held by various Canadian chartered banks at the banks' prime rate of 2.70%. The loans were collateralized by a general security agreement, and inter-lender agreement.

The Party has lines of credit available up to \$6,000,000 at annual rates of interest at the banks' prime rate of 3.20% as at December 31, 2017 (2016 - 2.70%). As at December 31, 2017, the Party had \$450,000 (2016 - \$nil) drawings on these facilities. The amount was repaid subsequent to year-end.

The lines of credit are collateralized by a general security agreement against assets with a carrying value of \$1,660,834 (2016 - \$2,087,151) of the Party.

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to the Financial Statements

December 31, 2017

3 Property and equipment

		2017	2016
	Cost \$	Accumulated amortization \$	Net \$
Building	198,240	103,117	95,123
Print shop equipment	339,665	339,341	324
Furniture and fixtures	1,007,964	789,174	218,790
Computer equipment and software	926,672	893,878	32,794
Leasehold improvements	<u>992,545</u>	<u>238,488</u>	<u>754,057</u>
	<u>3,465,086</u>	<u>2,363,998</u>	<u>1,101,088</u>
			1,372,231

Cost and accumulated amortization amounted to \$3,464,098 and 2,091,867 respectively, as at December 31, 2016.

4 Commitments and related party transactions

The future minimum payments for lease agreements and other significant commitments are as follows.

	\$
2018	2,170,269
2019 - 2022	5,321,059
Thereafter	2,349,438

The Party purchased services from a private company related to an executive on the national board of directors of the Liberal Party of Canada. The purchased services are included within professional services in the statement of operations and changes in net assets and are included within the commitment schedule above.

All transactions are in the normal course of business and have been recorded at the exchange amount. Exchange amount is the amount agreed upon by both parties.

5 Government remittances

Government remittances included in accounts payable and accrued liabilities are \$1,340 (2016 - \$nil).

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to the Financial Statements

December 31, 2017

6 Financial instruments

The Agency's financial instruments consist of cash and cash equivalents, accounts receivable and accounts payable and accrued liabilities. The fair values of these financial instruments approximate their carrying values due to the short-term nature of these instruments.

37% (2016 - 53%) of account receivable are due from Elections Canada.